



Soutien aux militants interpellés lors de la manifestation contre la nouvelle permanence de “Reconquête” à Marseille.

Ce jeudi 2 février à 18h30, à l’initiative de plusieurs syndicats, partis politiques, collectifs citoyens ou associations, dont VISA 13, se sont réunies environ 200 personnes sous les fenêtres du 357 avenue du Prado à Marseille, pour protester contre l’inauguration de la nouvelle permanence de « Reconquête » de Jean-Marc Graffeo, ancien candidat aux législatives du parti d’Eric Zemmour. L’inauguration de cette permanence s’est faite en la présence de plusieurs personnalités d’extrême-droite, dont le sénateur des Bouches-du-Rhône Stéphane Ravier ou Stanislas Rigault, président de Génération Z.

L’extrême-droite organisée est la vitrine d’un mouvement, dont les groupuscules néo-nazis violents sont l’arrière-boutique. Ces groupuscules sont notamment ceux qui, lors de la Coupe du monde de football, ont tenté de commettre des “ratonnades” contre les supporters du Maroc. C’est pourquoi l’ouverture de locaux fascistes à Marseille ou ailleurs est intolérable. Cinquante ans après la vague de crimes racistes qui a frappé Marseille à l’été 1973, bientôt 30 ans après le meurtre d’Ibrahim Ali par des militants du Front National, alors que Marseille commémore en ce moment même les 80 ans de la rafle du Vieux Port, la progression de l’extrême-droite est hélas constante. Malgré l’image faussement respectable qu’elle essaie de se donner, le projet initial reste le même. Face à ces constats, il est vital d’opposer une résistance large et déterminée, partout où elle tente de s’implanter. S’opposer à l’ouverture d’une permanence de l’extrême-droite, c’est refuser sa banalisation politique et lutter contre la création d’un appui logistique permettant à des groupes fascistes d’agir dans la rue.

Alors que le rassemblement de jeudi était pacifique, les chants antifascistes ont été suffisants pour que les forces de l’ordre, déjà en tenue de combat, y voient une dangereuse menace contre l’ordre public et lancent des charges contre les manifestants à grand coup de rasade de gaz lacrymogène. Trois interpellations ont été opérées.

Aujourd’hui, suite aux 48h de gardes à vue, les personnes interpellées sont en détention provisoire aux Baumettes dans l’attente d’une date de comparution dans, ... trois semaines !

Nous ne pouvons accepter une telle agressivité des forces de l’ordre, lors de rassemblements pacifiques ayant pour objectif annoncé d’exprimer une protestation collective.

Nous ne pouvons accepter une telle situation manifestement disproportionnée au regard des événements.

Nous ne pouvons accepter que soient criminalisées l’expression syndicale d’une opposition, ainsi que le combat politique face aux idées racistes, antisociales, misogynes et LGBTphobes.

C’est pourquoi nous demandons la libération immédiate des militants interpellés, ainsi que la suspension des poursuites à leur encontre.

Nous poursuivrons la lutte contre la diffusion et la banalisation des idées d’extrême-droite et œuvrerons systématiquement à démasquer leur stratégie de respectabilité.

Nous ne sommes pas dupes.

Marseille, le 6 février 2023.